

LETTRE OUVERTE DE L'INTERSYNDICALE DE LA REUNION AU PRESIDENT MACRON

Monsieur le Président de la république,

Prenant acte des résultats des élections européennes, vous avez annoncé la dissolution de l'assemblée nationale entraînant des élections législatives en juin et juillet 2024.

Alors que le peuple de gauche rejetait l'idéologie raciste du Rassemblement National et plus massivement celle de la droite ainsi que le parti présidentiel, la France se retrouve à nouveau dirigée par ces mêmes pro capitalistes soutenus par le Rassemblement National.

L'intersyndicale ne peut se résoudre à cette situation qui consiste à appauvrir encore plus les travailleurs en regardant s'enrichir ces grands capitalistes.

Malgré la défaite cinglante de votre parti, à travers votre énième gouvernement, vous continuez votre politique de casse sociale en appliquant le programme du MEDEF.

Suite à l'adoption du PLFSS 2025, les travailleurs continuent à payer les erreurs et errances du gouvernement, qui porte la responsabilité du déficit de la France à ce jour.

A qui ont profité les baisses d'impôt ainsi que les baisses de prélèvements obligatoires ? Aux grandes entreprises, aux plus riches, les même qui aujourd'hui mettent en place des plans sociaux et menacent de se tourner vers le pays d' ELON MUSK et de TRUMP.

Les salariés du privé comme du public doivent continuer à se serrer la ceinture au nom du financement d'une « économie de guerre »!

Le plafond des indemnités journalières d'assurance maladie a été rabaissé, entraînant une réduction des compensations versées aux salariés en arrêt de travail.

Les agents publics ne sont plus indemnisés qu'à hauteur de 90% de leur salaire en cas d'arrêt maladie.

A cela s'ajoute la baisse des primes à l'embauche des apprentis, la réduction drastique des emplois aidés, les coupes dans l'insertion par l'activité économique (dispositif de soutien aux chômeurs de longue durée) ou encore la diminution de l'enveloppe dédiée à la formation des chômeurs alors qu'une remontée du chômage s'annonce.

La stigmatisation des bénéficiaires du RSA obligés de justifier de 15 heures d'activités par semaine sous peine de sanction à long terme.

La situation sociale à La Réunion est très difficile : Vie chère (+37% pour l'alimentaire par rapport au national), 36% de la population vit sous le seuil de pauvreté, ce taux monte à 51 % des ménages de moins de 30 ans et 52 % pour les familles monoparentales. Le taux de chômage est de 17%, et 29% chez les jeunes, 50000 familles sont actuellement dans l'attente d'un logement social. Le niveau moyen des salaires est inférieur au niveau national : 2226 euros nets par mois contre 2735 euros nets par mois dans le secteur privé au niveau national. La commission de surendettement enregistre des records...

Nous déplorons que votre visite s'inscrive dans un contexte où les préoccupations des réunionnais concernant, le logement, la vie chère, les plans sociaux, le chômage, les difficultés liées au récent passage du cyclone Garance demeurent largement ignorées par votre gouvernement.

Il devient impératif que les décisions qui impactent notre île, soient prises en concertation avec ses habitants.

Nous vous renvoyons, ainsi que le gouvernement, à votre obligation de répondre aux urgences sociales locales .

Monsieur MACRON , l'intersyndicale vous rappelle :

- Son opposition aux nouvelles coupes budgétaires et exige une meilleure redistribution des richesses afin de financer une protection sociale digne et accessible à toutes et tous.
- Une opposition résolue à la réforme des retraites et un engagement pour l'abrogation des mesures qui pénalisent les travailleuses et travailleurs, et notamment les plus précaires.
- Notre soutien indéfectibles aux peuples en guerres dans leur aspiration à la paix et à la justice et des actions forte pour y mettre fin.

Sur le plan local nous exigeons :

- Que des solutions soit trouvées pour relancer l'activité économique sur l'île afin d'enrayer les plans sociaux et créer les emplois nécessaires ;
- Le déblocage rapide de financement pour les nouveaux chantier ;
- La baisse des prix de l'alimentaire de première nécessité et de l'énergie ;
- L'augmentation des salaires et un smic à 2000 euros, effet bénéfique sur l'activité économique sur l'île de la Réunion ;
- Que les conventions collectives nationales s'appliquent de droit ,comme le prévoyait la loi sur l'égalité réelle , ce qui stopperait la concurrence déloyale ;

Enfin, l'intersyndicale réaffirme sa volonté de lutter pour un monde plus juste et solidaire, fondé sur la paix, la dignité humaine et le respect des droits sociaux et des droits des peuples. Nous nous engageons à continuer la lutte contre toutes les formes d'injustice, qu'elles soient sociales, économiques, ou géopolitiques.

Monsieur MACRON, l'intersyndicale ne vous souhaite pas la bienvenue à La Réunion.

Signataires : CFE-CGC, CGTR, FO, FSU, SAIPER, Solidaires, UNSA, UnionEtudiante974